

FORZA

TRAVAIL - JUSTICE

SOLIDARITÉ

TRAVAIL - JUSTICE

SOLIDARITE

PRIX

25 francs le Numéro

ARGUMENT

1 an	3.000
------------	-------

6 mois	2 000
--------	-------

3 mois 1.000

Abonnement de soutien: 5.000

Rédaction - Administration - Publicité - B. P. 191 CONAKRY - Tél. 33-66 - Adresse Télégraphique AGUIPRES
SAMEDI 3 JUIN 1961

N° 18 - 1^{re} ANNÉE

ÉDITORIAL

LA SOLIDARITÉ AFRICAÏNE

NE SAURAIT FAILLIR

Un nouveau foyer, un de plus, sur notre continent, s'est allumé, on le sait en Angola. De la résistance active que les patriotes opposaient aux fascistes lusitaniens, on est passé à la guerre ouverte. Et le gouvernement de Lisbonne ne sait où donner de la tête, malgré ses 60.000 soldats supérieurement armés.

Il s'agit d'ailleurs, moins pour lui d'une « pacification » (terme qu'il paraît avoir rejeté) que d'une véritable guerre d'extermination, sans prisonniers, ainsi qu'on pourra le voir dans la déclaration du président du M.P.L.A., M. Mario de Andrade.

Car c'est en fait à un nouveau génocide organisé et qui a déjà fait plus de cinquante mille victimes, ce qui justifie ce mot de Césaire : « Le plus haut tas de cadavres de l'histoire, c'est l'Europe colonialiste qui en est comptable devant la communauté humaine ».

Le devoir de chaque Etat africain réellement indépendant et souverain se trouve tracé dans le processus irréversible de libération et de décolonisation du continent afri-

LA LUTTE DU PEUPLE ANGOLAIS ET LA SOLIDARITÉ AFRICAINE

Par Mario de Andrade, président du M.P.L.A.

Il est clair maintenant pour tous qu'une guerre d'extermination menée par le colonialisme le plus attardé fait rage en Angola.

Certes la situation coloniale se traduit toujours par un état permanent de guerre. Les sévices et les massacres n'ont jamais eu de limites au cours de cinq siècles de « présence portugaise » dans notre pays.

Nous déclarions tout dernièrement que le gouvernement portugais, une fois placé devant la moindre revendication de la population angolaise, réagissait par la tuerie en masse et de ce fait il amenait le peuple lui-même à s'organiser et à se mobiliser, en vue d'une auto-défense active. Les préparatifs de guerre coloniale du gouvernement de Salazar n'étaient méconnus de personne. Certains doutaient seulement que le peuple angolais, soumis aux pires pratiques du travail forcé, succédant de l'esclavage, aurait pu se dresser contre la barbare domination coloniale.

Eh bien, le 4 février de cette année, des groupes de patriotes angolais, pour la plupart des militants du M.P.L.A., ont donné la première alerte et la mesure de leur détermination nationale, en attaquant les priorités nationales, en attaquant les priorités militaires et civiles de Luanda où sont détenus les leaders de notre

humaine du plus haut tas de cadavres de l'histoire ». On voit la part du Portugal dans cette boucherie.

Toutes ces atteintes aux droits de l'homme en Angola, aux légitimes aspirations du peuple angolais à l'autodétermination et à l'indépendance, justifient aujourd'hui que nous en appelions à la solidarité internationale, à la conscience universelle et en tout premier lieu à la solidarité africaine. Il ne saurait exister une Afrique libre et des chaînes co-

niales et une autre Afrique en train de se débattre dans le carcan de la domination étrangère, l'une regardant l'autre passivement. Des manifestations de solidarité sur le plan diplomatique ont déjà été exprimées par les pays africains indépendants au cours des derniers débats de l'Assemblée générale des Nations Unies. La situation angolaise exige des attitudes plus fermes et plus concrètes : une solidarité agissante dans tous les domaines et par tous les moyens pouvant hâter la conquête de l'indépendance de l'Angola et en même temps isoler définitivement le Portugal colonialiste de la scène internationale. Nous radicalisons le problème : Si Salazar est l'ennemi avoué des peuples africains, il importe que les gouvernements des pays frères se placent immédiatement à l'avant-garde de la campagne pour le soutien de la lutte de li-

Les journalistes africains se sont regroupés

L'UNION PANAFRICAINNE DES JOURNALISTES
S'INTÈGRE RÉSOLUMENT DANS LA LUTTE
DES PEUPLES OPPRIMÉS POUR LEUR LIBÉRATION

La première Conférence panafricaine des journalistes, qui s'est réunie à Bamako du 19 au 23 mai 1961, et d'où est issue l'Union panafricaine des journalistes, est la suite logique des efforts déployés par une poignée de journalistes africains, depuis la II^e Rencontre internationale de Baden (19-22 octobre 1960).

C'est en effet au cours de cette rencontre que des journalistes représentants le Ghana, la Guinée, le Mali, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, Madagascar, le Zanzibar et l'île Maurice, ont décidé la création d'un comité de coopération chargé de promouvoir le regroupement de tous les hommes de la presse écrite en Afrique. Ce groupement, nous le voulions dès le départ absolument indépendant de toute organisation internationale, mais ayant avec elle des rapports constants de collaboration et d'amitié, dans le but de contribuer à une meilleure connaissance entre les peuples, donc au raffermissement de la paix et au progrès dans le monde.

Le Congrès de Bamako a réuni, outre les membres du comité de coopération, les représentants de la R. A.U., de la Haute-Volta du Togo,

réaffirmement leur solidarité avec les peuples d'Asie et d'Amérique latine soumis comme ceux d'Afrique, à l'oppression étrangère. Les résolutions des Conférences des peuples africains, de la solidarité des peuples Afro-asiatiques, de la Centrale syndicale panafricaine qui vient d'être créée à Casablanca, sont leurs guides.

Dans l'accomplissement de leurs devoirs professionnels, ils s'engagent à être objectifs, honnêtes, soucieux de la vérité à inscrire aux principes du code d'honneur international élaboré par les Nations-Unies pour la liberté de l'information.

La conférence souscrit à la politique de neutralisme positif et de non alignement.

Les relations entre l'Union panafricaine des journalistes et les autres organisations de journalistes sont fondées sur cette base.

Dans le domaine de l'éthique professionnelle, la Conférence a insisté sur l'adhésion de tous au principe de la liberté de l'information, à condition que cette information, écrite, parlée ou audio-visuelle, soit conforme à la mission que s'est assignée l'information en Afrique dans son processus de lutte révolutionnaire.

cain : c'est de se placer à l'avant-garde pour le soutien à apporter à la cause du peu-

mouvement et d'autres partis nationalistes. Depuis cette date, la lutte armée n'a fait que s'intensifier, met-

bération du peuple angolais et pour l'arrêt de cette guerre d'extermination.

Les journalistes de certains Etats
du Cameroun.

naire.
Elle recommande

calm ! c'est de se placer à l'avant-garde pour le soutien à apporter à la cause du peuple angolais pour l'arrêt de cette guerre d'extermination et l'indépendance inconditionnelle de la nation angolaise.

D'ailleurs, les gestes et les signes évidents d'encouragement ne manquent pas aux patriotes angolais. Cette solidarité spontanée a d'ailleurs fait naître le désarroi chez le sénile dictateur de l'Estoril, qui a dû recevoir la visite consolatrice d'un de ses alliés occidentaux, visite dont il craint à juste titre qu'elle ne soit que de courtoisie et de pure forme.

Un nouveau tombeau vient de s'ouvrir sous les pas du colonialisme. Aussi bien à l'O.N.U. qu'ailleurs, la solidarité africaine ne saurait faillir.

KEN.

TOUT LE MONDE DEVRAIT
SERVIR LE PARTI ET
PERSONNE NE DEVRAIT SE
SERVIR DE LUI

Au bloc scolaire de Donka

LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

S'ADRESSE A 3.000 ÉLÈVES

M. Camara Damantang, ministre de l'Éducation nationale, entouré des membres de son cabinet, a sévèrement condamné, jeudi matin, certaines pratiques auxquelles se livrent les élèves : il s'agit en particulier de regroupements ethniques, séquestration d'un vieil esprit régionaliste, dont le P.D.G. a condamné l'esprit rétrograde et négatif.

Traitant ensuite de la discipline scolaire, absolument indispensable à un travail fécond, le ministre a rap-

porté le mouvement et d'autres parties nationalistes. Depuis cette date, la lutte armée n'a fait que s'intensifier, mettant le nord du pays à feu et à sang. Le gouvernement portugais fait face à l'insurrection populaire avec un effectif d'environ 60.000 soldats, à un rythme croissant de 1.000 mercenaires par semaine.

Le désarroi s'est emparé du dictateur moribond.

Un fait demeure cependant : le gouvernement portugais poursuit impunément une guerre d'extermination, un **génocide organisé** qui a déjà fait, parmi les populations civiles 50.000 victimes. Il s'agit d'une guerre sans prisonniers. A chaque engagement, à chaque attaque effectuée par les nationalistes dans un village ou contre une plantation de colons, à tout acte de sabotage, les troupes coloniales portugaises répondent avec la cruauté que l'on connaît : ratissages, bombardements au napalm, destruction totale. Alors, que faut-il penser de cette déclaration du ministre portugais des Colonies, M. Adriano Moreira : « Nous faisons face dans cette province à une agression dont le but est clair : le génocide » ?

En fait, comme le dit justement Aimé Césaire : « L'Europe coloniale est comptable devant la communauté

bération du peuple angolais et pour l'arrêt de cette guerre d'extermination

Nous comptons sur les décisions que le Conseil de Sécurité, sous l'orientation politique du groupe Afro-asiatique, pourrait prendre prochainement en notre faveur. Nous comptons sur l'application immédiate par tous les gouvernements africains de l'appel lancé par les mouvements nationalistes des colonies portugaises lors de notre Conférence de Casablanca : boycott économique et diplomatique du Portugal.

Nous sommes certains que la solidarité africaine n'y faillira point. Car, elle nous est nécessaire.

Billet du jour

Nous apprécions tous les plaisanteries, à condition qu'elles soient de bon goût.

Nul n'ignore le labeur écrasant auquel notre corps de sapeurs-pompiers doit faire face. Et quand les sinistres plaisants s'amuse à lancer de fausses alertes et à leur faire effectuer des déplacements inutiles, on est en droit de penser et de dire — avec juste raison — qu'il y a des giffles et des coups de pieds... qui se perdent.

Rappelons cependant à ces irresponsables inconscients l'histoire de ce plaisantin qui criait « loup » par goût de la mystification. Nous ne leur souhaitons pas de faire une pareille expérience à leurs dépens, le jour par exemple où leur maison sera en flammes ou qu'ils seront en péril de noyade, et qu'un autre luron aura, peu de temps auparavant, aiguillé les sapeurs-pompiers sur une fausse piste.

du Cameroun.

Les journalistes de certains États s'étaient fait excuser. D'autres, malgré leur accord formel, n'ont pu participer à nos assises pour des raisons indépendantes de leur volonté.

Compte tenu du contexte dans lequel elle évolue, la presse africaine — qui est inséparable de ce qu'on appelle la presse parlée ou filmée — joue un rôle important — voire primordial — dans la vie des peuples et des nations.

Nous savons tous les usages qu'il peut être fait de l'information en général, de la presse en particulier : elles constituent des moyens puissants, utilisés soit pour répandre l'obscurantisme et le mensonge, soit pour éclairer, éduquer, instruire, défendre les causes justes, édifier dans la vérité et le progrès. C'est cette dernière voie qu'a décidé de suivre la presse africaine.

Le développement de l'effort des peuples et des États africains pour arracher leur indépendance inconditionnelle et totale ou pour le consolider, et l'impérieuse nécessité d'accélérer ce processus, posent des problèmes importants et cruciaux à la presse et à l'information en Afrique.

Cette Conférence panafricaine des journalistes a donc posé les problèmes de son intégration effective dans la lutte des peuples africains en particulier, et tous les peuples opprimés du monde en général pour leur indépendance ; ont aussi été posés ceux de l'Unité de la presse et de l'information africaine. Des solutions ont été adoptées pour leur réalisation. Nous allons en donner un résumé.

La Conférence a proclamé que les journalistes et tous les travailleurs africains de l'information en général, sont résolument engagés dans la lutte contre le colonialisme, l'impérialisme, le néo-colonialisme et pour la paix.

Dans ce cadre, ils participent à l'œuvre de construction nationale, à la réalisation de l'Unité africaine et à l'établissement des liens de solidarité entre tous les pays épris de justice, de liberté et de progrès, et

naire.

Elle recommande — pour ce faire — aux États d'adopter une convention unique définissant le statut du journaliste africain et garantissant les facilités de base pour ses activités. Citons entre autres — l'obtention rapide des visas et du change dans tous les pays africains, la réduction sur les moyens de transport pour le journaliste en déplacement professionnel, l'autorisation d'envoyer des télégrammes de presse avec le système « collectif » et de téléphone au P.C.V., la réduction des tarifs des communications téléphoniques et télégraphiques de presse, etc. Dans ce but la Conférence recommande le développement des relations téléphoniques et télégraphiques entre États africains.

La Conférence se devait, en outre, en raison des différences de niveau de développement de la presse et des divers moyens d'information dans nos États, d'insister sur l'esprit de solidarité, qui doit permettre de limiter les aides extra-africaines. C'est pourquoi elle a demandé, d'une part que les pays africains possédant des écoles de journalisme, accordent aux pays qui n'en ont pas, l'accès d'élèves dans ces établissements ; d'autre part, que les journaux qui ont atteint un niveau d'évolution appréciable mettent au service des autres journalistes africains leurs expériences et les moyens leur permettant d'accomplir des stages de perfectionnement.

● Suite page 3

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU P.D.G.

a visité samedi après-midi
les comités de Conakry I

Depuis cet après-midi, une délégation de la direction nationale du Parti conduite par le Président Sékou Touré, secrétaire général du P.D.G., visite les comités de la section de Conakry-I.

Après les comités de Boulbinet, Sandervalia, cette visite prendra fin au comité d'Almamyall, où la délégation du B.P.N. est attendue à 22 heures.

Nouvelles de la Capitale

AVIS A LA POPULATION

Le Commandant de la région administrative de Conakry communique :

Il a été constaté depuis un certain temps que des personnes non encore identifiées s'amusent à lancer de fausses alertes au Service Incendie de la ville. Ainsi les sapeurs-pompiers attirés vers une adresse indiquée parcourent souvent une grande distance les éloignant de leur caserne.

C'est là un agissement d'autant plus grave qu'un incendie peut éclater pendant qu'ils sont en déplacement inutile en un point tout à fait opposé du lieu du vrai sinistre.

Toutes les dispositions sont prises pour déceler la provenance de tels appels et les sanctions prévues par la loi seront appliquées dans toute leur rigueur à toute personne qui s'en rendra coupable.

COURRIER

Postez vos correspondances

• SAMEDI

Pour Free-town, recommandés à 11 h 00, ordinaires à 11 h 30.

• DIMANCHE

Pour Robertsfield, recommandés à 10 heures, ordinaires à 10 h 30.

• LUNDI

Pour Dakar, Paris, Bamako, Bobo, Ouagadougou, Niamey, recommandés à 9 heures, ordinaires à 9 h 30.
Pour Las-Palmas, Casablanca, Alger, Tunis, Genève, Prague et tous pays de l'Est, Amsterdam, recommandés à 11 h, ordinaires à 11 h 30.
Pour Robertsfield, Abidjan,

Il est également recommandé à la population, même en cas d'ap-pel justifié pour un service quelconque, de faire preuve d'un minimum de courtoisie à l'égard de nos sapeurs toujours au service de la Nation.

Faits divers

CARAMBOLAGE SUR LA DIGUE DE TUMBO

Le 1^{er} juin, vers 12 h 15, une file ininterrompue de voitures s'écroulait sur la digue dans le sens Conakry-Banlieue.

Une « Beaulieu » subitement en panne de freins ne put stopper lors d'un des multiples arrêts et percuta une « Moscovitch », qui la précé-dait. Il s'en suivit une réaction en une chaîne : « Moscovitch-2 CV-Domaine-Domaine ». Et l'on enregistra un des plus beaux embouteillages que l'on ait vu de mémoire de policier.

La circulation a été rétablie au bout de trois-quart d'heure. Il n'y a eu heureusement à déplorer, dans cet accident, que des dégâts matériels.

UNE DÉLÉGATION DU COMMANDEMENT DE LA R.A. DE CONAKRY se rendra aux îles le 6 Juin prochain.

Afin de donner satisfaction aux doléances formulées par les comités de base de la section P.D.G.-R.D.A. de Conakry-II, le commandant de

MARÉES

SAMEDI 3 JUN

Haute mer matin 11 h 12
soir 23 h 34
Basse mer matin 4 h 52
soir 17 h 29

DIMANCHE 4 JUN

Haute mer soir 12 h 07
Basse mer matin 5 h 47
soir 18 h 29

LUNDI 5 JUN

Haute mer matin 0 h 35
soir 13 h 08
Basse mer matin 6 h 47
soir 19 h 33

MARDI 6 JUN

Haute mer matin 1 h 42
soir 14 h 14
Basse mer matin 7 h 54
soir 20 h 41

ÉTAT CIVIL

du 1^{er} au 2 Juin 1961

NAISSANCES

Mamadi de Condé Fodé et de Kéïta Mariama;
Mariama de Sy Mamadou Moctar et de Oularé Aïssata;
Abdoulaye Diogo de Diallo Mamadou et de Barry Aïssata Baïlo;
Fatou de Condé Abdoulaye et de Soumah Makadi;
Mariama de Camara Manga Laye et de Camara Fatou;
Bintou de Songoulé Oumar et de Soumah Aminata;
Diallo de Kaba Mamadou et de Kaba Fanta;
Bountouraby de Diop Mamadou et de Kéïta Guiné Fagny;
Mortigé de Soumah Fodé et de Camara N'Sira;
Mayéni de Camara Soriba et de

Réalisations concrètes et effectives de Conakry II

TOURNÉE DU COMITÉ DE COORDINATION DES TROIS SECTIONS DE LA CAPITALE

Poursuivant ses tournées de prise de contact, d'information et d'éducation, la délégation du comité de coordination des trois sections de Conakry, a consacré la journée du jeudi 18 mai 1961 à populariser son ordre du jour dans les Comités de Conakry-II.

C'est ainsi qu'elle a visité les comités de :
Boussoura, Madina-Ecole, Madina-Marché (comité pilote) Madina-Cité, Mafanco, Coléah-Imprimerie, Coléah-Lancéboundji, Limbantaye et Moussoudougou.

Rappelons que la délégation du comité de coordination conduite par le camarade Yansane Sekou Yalani, commandant de la région de Conakry, secrétaire général de la section de Conakry-I et comprend :

MM. Camara Modé, Touré Amine, Touré Fodé, Bangoura Hadramet, Damba Saïdou, Dioubaté Kanfory, Doukouré Mamady, Oularé Kémoko, Soumah Moussa et Cissé Sény.

Partout la délégation a enregistré avec satisfaction des réalisations concrètes et effectives.

Boussoura :

Constructions d'une mosquée, d'une route, d'une école de 3 classes (avec la participation du comité voisin de Touguindji) ;

Aménagement d'un terrain de sports ;

Nettoyage constant de tous les coins du quartier, enfin engagement formel de recouvrement intégral de la taxe régionale 1961 avant le 31 mai 1961.

Madina-Ecole :

Constructions d'une école en dur de 2 classes, de plusieurs ruelles in-

Le reliquat de la taxe devant être recouvré le 31 mai 1961, délai de rigueur.

Coléah-Cité :

Constructions d'une école de 7 classes, d'un dispensaire et d'une mosquée ;

Recouvrement à 72,25 % de la taxe régionale dont le reliquat sera intégralement versé le 31 mai 1961.

En projet : la construction d'une permanence plus importante et mieux aménagée.

Lanséboundji :

Participation à la construction d'une permanence régionale ;

Construction d'une école pour 70 élèves ;

Participation à la construction d'une mosquée, d'une clôture du cimetière avec les comités voisins ;

Aménagement d'un terrain de sports ;

Plantation de 200 pieds d'acacia le long des rues du comité ;

Habillage de 90 J.R.D.A. du comité et de l'équipe de foot-ball.

Les tickets de taxe régionale entièrement placés en 1961.

Récolte de 3 champs de manioc ;

Travaux d'assainissement de tous les coins et rues du Comité ;

Organisation des cours d'adultes et d'une école enfantine groupant une centaine d'enfants pour lutter contre l'analphabétisme ;

Contribution de tous les militants jeunes, vieux, ouvriers et fonctionnaires à l'accomplissement de toutes les réalisations d'intérêt public.

Limbantaye :

Participation à la construction de la permanence régionale ;

Bobo, Abidjan, recommandés à 8 h 00, ordinaires à 8 h 30.
Pour Bathurst, recommandés à 11 h 00, ordinaires à 11 h 30.
Pour Boké, Labé et Kankan, recommandés à 16 h 00, ordinaires à 16 h 30.

prospection des forages, des points d'eau et toutes autres questions relatives au problème de l'eau, comprendra en outre MM. Kéïta Bassirou du service des Eaux, Dioubaté Kassory de Conakry-II, Bangoura Hadramet de Conakry-I et Soumah Moussa du comité directeur de Conakry-III.

TRAFFIC AÉRIEN

SAMEDI

Arrivées :
Air-France à 15 h 50 de Dakar
18 h 20 de Freetown

Départs :
Air-France à 16 h 30 pour Freetown
19 h 05 pour Dakar

DIMANCHE

Arrivée :
K. L. M. à 11 h 50 d'Amsterdam, Zurich, Casa et Las-Palmas

Départ :
K. L. M. à 12 h 30 pour Roberstfield

LUNDI

Arrivées :
Air-France à 7 h 35 de Dakar
10 h 45 de Freetown

K. L. M. à 15 h 20 de Roberstfield

Départs :
Air-France à 8 h 25 pour Freetown
11 h 35 pour Dakar

K. L. M. à 16 h 00 pour Las-Palmas, Casa, Zurich et Amsterdam

MARDI

Arrivées :
Air-France à 7 h 35 de Dakar
U.A.T. à 9 h 50 de Paris, Marseille, Bamako et Freetown

Air-Ghana à 14 h 50 d'Accra, Abidjan, Roberstfield et Freetown

Air-Guinée à 17 h 40 de N'Zérékoré, Kissidougou et Kankan

Départs :
Air-France à 8 h 25 pour Roberstfield et Abidjan
Air-Guinée à 9 h 00 pour Kankan, Kissidougou et N'Zérékoré
U.A.T. à 10 h 20 pour Dakar
Air-Guinée à 15 h 15 pour Bathurst

Camara Yallian;

Séou de feu Bangoura Sekou et de Diakité Aissata;

N'Famara dit Yedy de Sakho Moussa et de Fernandez Aissata;

Thierno Aliou de Diaouné Mamadou et de Tounkara Aminata;

Fanta de Sidibé Kémoko et de Kéïta Taté;

Yari de Soumah Lamine et de Sylla Nana;

Cheick Mohamed Chérif de Koulibaly Idrissa et de Touré Dienaba;

Mabinty de Camara Naby et de Bangoura Kadiatou;

Ousmane de El-Hadj Yansané Moriba et de Touré Fatou;

Layba de Condé Cambron et de Sanhou Nialé;

Saïkou Oumarou de Bah Mama-dou et de Dialla Asmaou;

Fatoumata Diaraye de Diallo Mamadou Dian et de Bâ Fatou-mata;

Rose Marie de Quenum Etienne et de Lighburne Juliette.

MARIAGES

N'Diaye Souleymane avec Sylla Mama Aissata;

Camara Yagouba avec Sylla Bountou;

Sylla Momo avec Bangoura Safoura;

Bangoura Aly avec Camara Hava;

Soumah Issiaga avec Camara Aissata;

Kéïta Ansou avec Camara Bintia;

Kéïta Bamba avec Bangoura Maïmouna.

DÉCÈS

Camara Fatou 5 ans;
Camara Maciré 17 mois.

spacieuse en dur;
Placement de 700 tickets de taxe régionale sur 1.000, dont le reliquat sera versé avant le 31 mai 1961, délai de rigueur;

Nettoyage constant de tous les coins du Comité.

Madina-Cité :
Construction d'une permanence en dur;

Le versement de la taxe régionale est fixé au 31 mai 1961.

Maïfanco :
Constructions d'une école de 2 classes, d'une mosquée, d'une clôture pour le cimetière;

Exécution des travaux de nettoyage du comité et des caniveaux d'évacuation;

Entretien des routes, etc.;

Délai de recouvrement de la taxe le 31 mai 1961.

Coléah-Imprimerie :
Nettoyage du cimetière;

Campagne de popularisation de la ligne du Parti;

Aménagement d'une permanence; Action positive de la J. R. D. A. dans les assises du nouveau comité.

En projet : Constructions d'une école, d'une permanence définitive, d'un dispensaire.

Entretien de la corniche et de la Route du Niger;

Projet de construction d'une mosquée et recouvrement intégral de la taxe régionale 1961.

Moussoudougou :
Recouvrement intégral des taxes régionales 1960-1961;

Constructions de 2 mosquées et une permanence (en chantier) enfin divers travaux d'entretien des routes et places du comité.

La délégation, au terme d'une journée entière a suspendu ses travaux à 22 h 30 à Moussoudougou à l'issue d'une conférence.

PETITES ANNONCES

LA SOCIÉTÉ GUINEENNE
DES
PNEUMATIQUES MICHELIN

communiqué :

A compter du 1^{er} juin 1961 nos bureaux seront transférés à l'adresse suivante :

Immeuble « La Paternelle »
(rez-de-chaussée)

Télé. 24-79 - Télég. PNEUMICLIN

Boîte postale 394

LES SPECTACLES

OU IREZ - VOUS

CE SOIR

DEMAIN

ET APRÈS ?...

AU PALACE

SAMEDI 3 JUIN : Un certain Monsieur Jo - Le cambrioleur,
DIMANCHE 4 JUIN : Fils du Corsaire rouge - Carthage en flammes,
LUNDI 5 JUIN : Bataille du Rio de la Plata - Le cambrioleur,
MARDI 6 JUIN : Ces dames préfèrent le manbo - La femme au fouet,

W. Le 14 Jan 63

La Vie dans la Nation

IMPORTANTES ACTIVITÉS DE LA SECTION DE KISSIDOUGOU

Dans le cadre de ses tournées de prise de contact, d'information et d'éducation, une délégation du comité directeur de la section de Kissidougou s'est rendue dans plusieurs villages pour transmettre certaines décisions : regroupement de villages, création de marchés hebdomadaires, etc.

C'est ainsi que le 4 avril dernier, le Comité directeur a tenu une importante réunion avec les chefs de postes de Yombiro, Kondiadou, Barama et Soromaya, les conseillers généraux, les membres de l'Union syndicale locale, le comité régional et les responsables des 15 comités de la ville.

Après un aperçu sur la situation politique, le bilan des réalisations dans les différents secteurs au titre du plan triennal, le programme de l'année en cours a été revisé et adopté.

Rappelons que le 5 mai, la délégation du comité directeur composée de MM. Kouyaté Manconga, commandant de région, Kéita Sidiki Aoubakar, membre du comité directeur, Aoubakar, président du conseil général, Sangaré Kémoko, Touré Soba, Camara Manténin, tous membres du comité directeur, El Hadj Morité Cissé, président du comité Yassafé et Hawa Mara présidente de Hérimakono, devait se rendre à Soromaya, nouveau poste administratif pour l'installation du chef de poste : M. Kourouma Moussa.

Après l'accueil chaleureux réservé aux hôtes du nouveau poste administratif — des délégués de près de 100 villages étaient présents — et après le salut aux couleurs, le discours de bienvenue du chef de poste devait mettre en ces termes l'accent sur la force doctrinale du Parti :

gement d'exécuter fidèlement toutes les décisions que vous nous transmettez au nom du Parti et de son gouvernement. »

Ensuite M. Kouyaté Manconga, commandant de région, après avoir remercié les responsables et militants pour l'accueil réservé à la délégation, témoignage évident de la confiance indéfectible vouée au P.D.G. et à son gouvernement, a présenté le nouveau chef de poste qui a été accueilli par de vifs applaudissements. Il a brossé ensuite un tableau objectif et saisissant de la vie du Parti, des devoirs des militants, insisté sur la vigilance constante, le travail, la vulgarisation des cultures industrielles — tabac, ricin, sésame, caféiers, colas, hévéa — reboisement, la lutte contre les feux de brousse, l'entretien des routes et ponts, le commerce national.

« Soramaya, a-t-il ajouté, sera ce que vous en ferez par vos bras et vos initiatives. Nous sommes certains que vous rattraperez les autres postes administratifs. »

Au lendemain, sur le chemin du retour la délégation parcourait la nouvelle route de Bambasira de 50 kilomètres et celle de Dalaoya de 5 kilomètres, toutes réalisées en investissement humain par près de 15 comités de villages.

QU'EST-CE QUE LA COUR D'ASSISES ?

(suite et fin)

L'affaire inscrite au rôle est alors appelée.

Le Président aussitôt avertira le conseil de l'accusé de ne rien dire contre sa conscience ou contre le respect dû aux lois et qu'il doit s'exprimer avec décence et modération.

Puis il déclare : « Accusé soyez attentif à ce que vous allez entendre. »

Il ordonne au greffier de lire l'arrêt de renvoi de l'acte d'accusation.

Après quoi il dit à l'accusé : « Voilà de quoi vous êtes accusé. Vous allez entendre les charges qui sont produites contre vous. »

Le Procureur présente la liste des témoins qui doivent être entendus et ceux-ci se retirent dans la chambre qui leur est destinée, après que le Président leur ait prescrit de ne pas conférer entre eux au sujet de l'affaire ou de l'accusé.

S'il en est besoin, le Président fait prêter serment à un interprète de bien et fidèlement traduire les discours à transmettre entre ceux qui parlent des langages différents.

Le ou les accusés sont interrogés par le Président.

Il demande aux membres de la Cour s'ils ont des questions à poser,

ensuite à la partie civile s'il y en a une, au Procureur général et enfin au conseil de l'accusé.

Puis les témoins sont entendus chacun séparément et après leurs dépositions, le Président demande comme pour l'accusé s'il y a des questions à poser.

Mais avant leur audition chaque témoin doit prêter le serment de parler sans haine et sans crainte, de dire toute la vérité, rien que la vérité ;

Toutes les questions à poser soit au témoin soit à l'accusé doivent l'être par l'organe du Président.

Les interrogatoires et dépositions terminées, le Président fera représenter à l'accusé et aux témoins les pièces à convictions et leur demandera de répondre s'ils les reconnaissent.

La parole est alors donnée :

- 1° A la partie civile ;
- 2° Au Ministère public ;
- 3° A la défense.

Après ces interventions le Président déclare les débats terminés.

Il donne alors lecture des questions découlant de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation auxquels la Cour aura à répondre.

Des observations du Ministère public et de la défense sur les questions peuvent être faites. Ensuite la Cour se retire pour délibérer. Elle remet pour faire donner lecture, des questions et de la réponse qui y a été faite.

Si la culpabilité de l'accusé n'est pas retenue, la Cour rend une décision d'acquiescement. Si au contraire la culpabilité est retenue, la Cour après avoir donné la parole au Procureur général, puis au conseil de l'accusé et au conseil de la partie civile, rend son verdict.

Au bord du Milo POSE DE LA PREMIÈRE PIERRE DE LA MATERNITÉ DE MANDIANA

Le Plan triennal de développement économique et social connaît à Kankan un essor prodigieux, grâce à l'enthousiasme populaire constamment canalisé et judicieusement orienté vers les tâches fondamentales.

Dans la phase actuelle de la révolution guinéenne, il importe en effet de surveiller aussi étroitement que possible l'admirable enthousiasme de nos masses pour en éviter les manifestations anarchiques ou les inutiles pertes d'énergie créatrice. La méthode doit être la rationalisation du travail tendant non à limiter artificiellement l'effort, mais à en accroître l'efficacité et à en assurer la continuité. D'autant que la construction nationale demeure une œuvre de longue haleine qui requiert que l'effort spontané de base soit rationalisé et meublé d'un contenu dynamique.

Dans ce contexte, la section de Kankan poursuit victorieusement la réalisation des objectifs du plan triennal.

C'est ainsi que le 23 mai dernier, il a été posé au chef-lieu du poste administratif de Mandiana la première pierre d'une maternité moderne.

La cérémonie s'est déroulée en présence d'une importante délégation du comité directeur comprenant notamment le commandant de région et le secrétaire général de la section.

Dans l'allocution qu'il a prononcée à cette occasion, le commandant de la région a expliqué l'importance du plan qui doit effacer l'héritage désastreux du régime colonial.

De son côté, le secrétaire général de la section a souligné l'importance que le Parti attache à la future maternité.

UC MANDIANA.

A treize heures, après de pite-

L'ÉLEVAGE EN GUINÉE

(suite et fin)

1° Problème du développement du cheptel :

En fait l'élevage occupe une place de choix dans la production guinéenne. Son développement doit

contrôlés ne représentent qu'une infime fraction des effectifs commerciaux avec l'extérieur (Libéria, Sierra Leone).

Parfois on rencontre des difficultés.

« Ici, il n'existe que l'ethniasisme et l'entente et nous prenons l'engagement »

A Pita

INTENSE CAMPAGNE DE PROPAGANDE A TRAVERS LA SECTION

La vie politique de Pita a été dominée pendant le mois de mai par une intense campagne de propagande pour le P.T.

Cinq délégations du comité directeur de la section ont sillonné la région d'un bout à l'autre.

Partout, de Timbi-Madina à Dongo-Touma, de Sangaréah à Maci, ces délégations ont été l'objet d'un accueil populaire digne des plus belles traditions du P.D.G.

Dans les communes rurales comme dans les quartiers, les délégués du comité directeur ont tenu des conférences d'information et d'éducation.

Ils ont également placé 70.000 cartes.

Par ailleurs, une délégation du comité directeur s'est rendue le 20 mai à Gada-Boundouwol où elle a officiellement inauguré une école à deux classes. Après un défilé de la J.R.A.D., le chef de la délégation a félicité la commune de Gada-Boundouwol pour une aussi belle réalisation. Il a également souligné combien il a été impressionné et réjoui pour la mobilisation de la jeunesse rurale qui est le témoignage de la vitalité politique de nos campagnes.

AVIS DE VENTE

Il sera procédé dimanche 4 juin 1961 à 10 heures, sur la place du marché de Pita, par le ministère de Me Gahou Koivogui, greffier en chef, à la vente aux enchères publiques d'une voiture 203 marque Peugeot, immatriculée sous le n° 7331-R.G.A. d'une table à manger, d'une table d'appertif et de quatre chaises en bois saisis sur Bah Dian Boye Dougon.

Vente au comptant, 8 % en sus.

donc être notre préoccupation majeure.

Etant donné, le faible rendement en lait de nos vaches le développement du cheptel bovin doit être conduit et dirigé vers deux objectifs qui correspondent aux besoins vitaux du pays: la production de bœuf de boucherie et la production de bœuf de travail.

Pour atteindre ces deux objectifs, l'influence de l'homme sera déterminante.

Il agira sur le milieu qu'il doit s'efforcer de corriger pour en atténuer les rigueurs (créations de prairies artificielles, organisation de pacages, transhumances, réserves fourragères, aménagement de point d'eau, etc.).

Il agira également sur l'animal lui-même par un choix judicieux des meilleurs sujets en vue de la reproduction, les sujets détectés étant éliminés d'office par la neutralisation sexuelle ou l'abattage pour la boucherie.

2° **Problème de l'utilisation du cheptel, exploitation des troupeaux.**

Si nous voulons tirer le plus de profit possible de notre cheptel, nous devons en finir avec l'élevage empirique: nous devons considérer le troupeau non plus comme un simple indice d'aisance mais comme un capital qui doit produire.

Pour cela, le troupeau doit être placé dans les conditions les plus favorables. Il convient, avant tout de l'exploiter à fond en mettant dans le circuit commercial tous les sujets dont la conservation n'est plus d'aucune utilité. Cette mesure allègera les troupeaux et stimulera la croissance des jeunes animaux, très souvent étouffés par les adultes.

Certes, l'application systématique de cette mesure rencontrera des difficultés qui, disparaîtront avec une éducation sagement conduite.

3° **Problèmes des prix et des débouchés:**

Le bétail guinéen fait l'objet d'un commerce intense, tant sur le plan intérieur que sur le plan extérieur.

En ce qui concerne le commerce extérieur, nos moyens de contrôle ne permettent pas encore d'en apprécier toute l'importance. Les chiffres des exportations officiellement

tés inouïes pour assurer l'approvisionnement de certaines boucheries guinéennes pendant que les marchés sierra-léonais et libériens regorgent de bétail provenant de la Guinée.

D'autre part, nous avons la bonne fortune de posséder une race bovine qui, en raison de sa rusticité, de sa conformation pour la boucherie et son aptitude à s'accommoder de tous les milieux et à toutes les régions est une race d'avenir pour la reconstruction du cheptel bovin africain. Les Etats africains du sud, notamment l'ancienne fédération de l'A.E.F. et le Nigéria ont déjà mis à l'épreuve les qualités de la N'Dama de Guinée.

Et très souvent la Guinée est sollicitée pour la fourniture de bovins d'élevage.

**Acheter et lire
«Horoya» c'est bien!
S'y abonner,
c'est MIEUX**

LA CONFÉRENCE PANAFRICAINNE DES JOURNALISTES

Suite de la première page

Dans le domaine de l'éducation notamment, la Conférence a demandé en plus d'une complète unité d'action avec l'Union des radiodiffusions et télévisions nationales africaines (U.R.T.N.A.), que les Etats africains libèrent l'Afrique du monopole imposé par le colonialisme en matière de films et qu'ils créent une Société cinématographique africaine pour les diffusions des films qui traduisent les sentiments africains et consolident les idéaux des mouvements de libération et la conscience nationale de nos peuples.

En ce qui concerne les relations extérieures, la Conférence a réaffirmé le caractère africain et indépendant de l'U.P.A.J.

Elle accepte toutes aides et assis-

qui doit avoir la parole le dernier, sur l'application de la peine, se retire pour délibérer sur le quantum de la peine.

A ce sujet il convient de souligner qu'obligatoirement, à chaque question de culpabilité il doit être posé une question demandant s'il existe des circonstances atténuantes en faveur de l'accusé.

Si la Cour en a accordé, elle a la possibilité de descendre de deux degrés dans l'échelle des peines. Par exemple si c'est la peine de mort prévue pour réprimer le crime et que la Cour ait reconnu à l'accusé des circonstances atténuantes, elle pourra ou bien descendre d'un degré et le condamner aux travaux forcés à perpétuité ou de deux degrés et le condamner aux travaux forcés à temps, c'est-à-dire entre 5 et 20 ans.

La peine prononcée, le condamné est avisé qu'il a trois jours pour se pourvoir en cassation, que passé ce délai il ne sera plus recevable.

La Cour se retire après qu'il ait été déclaré que l'audience est suspendue et reprendra tel jour à telle heure.

A treize heures, après de pittoresques danses populaires, le chef de poste administratif a remercié la délégation et a fait l'éloge de l'action révolutionnaire du P.D.G. qui doit aboutir à notre émancipation économique, sociale et culturelle.

A Manéah

CAMARA FODÉ N'EST PLUS

Le comité directeur de la section de Manéah a le regret d'annoncer le décès du camarade Camara Fodé, tué le 30 mai dernier à Manéah à la suite d'un coup de foudre.

Agé de 25 ans, le défunt était le fils unique de la Présidente Camara Ballia, membre du comité directeur de la section.

Camara Fodé s'était mis à la disposition du Parti depuis 1954. Militant intègre, il avait été un grand organisateur du mouvement des jeunes de la section. Il laisse deux veuves et deux enfants.

Le comité directeur de la section de Manéah adresse à la famille du disparu ses condoléances attristées.

relatives à son utilisation en tant qu'expression authentique de la pensée africaine. Dans ce domaine, les recherches relatives à un alphabet africain faciliterait la réalisation des objectifs de nos peuples.

Voilà, assez brièvement résumés, les buts que notre première Conférence panafricaine des journalistes a assigné à notre Union. Celle-ci veillera donc à ce que les journalistes africains soient les messagers des justes aspirations de nos peuples.

des idées de fraternité africaine et universelle, en contribuant à mettre notre continent à l'abri de la campagne insidieuse de domination et de division des forces impérialistes, coloniales et néo-colonialistes, et pour une étroite coopération d'Afrique et des autres continents.

J.-B. DEEN, président de l'U.P.A.J.

Organe
tri-hebdomadaire
d'information
édité par la Régie
Nationale
de l'Agence
Guinéenne
de Presse

FOROZA

TRAVAIL - JUSTICE

SOLIDARITÉ

PRIX
25 francs le Numéro

ABONNEMENT :

1 an	3.000
6 mois	2.000
3 mois	1.000
Abonnement de soutien :	5.000

Rédaction - Administration - Publicité - B. P. 191 CONAKRY - Tél. 33-66 - Adresse Télégraphique AGUIPRES
SAMEDI 3 JUN 1961

N° 18 - 1^{re} ANNÉE

ÉDITORIAL LA SOLIDARITÉ AFRICAINE

NE SAURAIT FAILLIR

Un nouveau foyer, un de plus, sur notre continent, s'est allumé, on le sait en Angola. De la résistance active que les patriotes opposaient aux fascistes lusitaniens, on en est passé à la guerre ouverte. Et le gouvernement de Lisbonne ne sait où donner de la tête, malgré ses 60.000 soldats supérieurement armés.

Il s'agit d'ailleurs, moins pour lui d'une « pacification » (terme qu'il paraît avoir rejeté) que d'une véritable guerre d'extermination, sans prisonniers, ainsi qu'on pourra le voir dans la déclaration du président du M.P.L.A., M. Mario de Andrade.

Car c'est en fait à un nouveau génocide organisé et qui a déjà fait plus de cinquante mille victimes, ce qui justifie ce mot de Césaire : « Le plus haut tas de cadavres de l'histoire, c'est l'Europe colonialiste qui en est comblable devant la communauté humaine ».

Le devoir de chaque Etat africain réellement indépendant et souverain se trouve tracé dans le processus irrésistible de libération et de décolonisation du continent afri-

LA LUTTE DU PEUPLE ANGOLAIS ET LA SOLIDARITÉ AFRICAINE

Par Mario de Andrade, président du M.P.L.A.

Il est clair maintenant pour tous qu'une guerre d'extermination menée par le colonialisme le plus tardé fait rage en Angola.

Certes la situation coloniale se traduit toujours par un état permanent de guerre. Les sévices et les massacres n'ont jamais eu de limites au cours de cinq siècles de « présence portugaise » dans notre pays.

Nous déclarons tout dernièrement que le gouvernement portugais, une fois placé devant la moindre revendication de la population angolaise, réagissait par la tuerie en masse et de ce fait il amenait le peuple lui-même à s'organiser et à se mobiliser, en vue d'une auto-défense active. Les préparatifs de guerre coloniale du gouvernement de Salazar n'étaient méconnus de personne. Certains doutaient seulement que le peuple angolais, soumis aux pires pratiques du travail forcé, succédant de l'esclavage, aurait pu se dresser contre la barbare domination coloniale.

Eh bien, le 4 février de cette année, des groupes de patriotes angolais, pour la plupart des militants du M.P.L.A., ont donné la première alerte et la mesure de leur détermination nationale, en attaquant les prisons militaires et civiles de Luanda où sont détenus les leaders de notre

humaine du plus haut tas de cadavres de l'histoire ». On voit la part du Portugal dans cette boucherie.

Toutes ces atteintes aux droits de l'homme en Angola, aux légitimes aspirations du peuple angolais à l'autodétermination et à l'indépendance, justifient aujourd'hui que nous en appelions à la solidarité internationale, à la conscience universelle et en tout premier lieu à la solidarité africaine. Il ne saurait exister une Afrique libérée des chaînes coloniales et une autre Afrique en train de se débattre dans le carcan de la domination étrangère, l'une regardant l'autre passivement. Des manifestations de solidarité sur le plan diplomatique ont déjà été exprimées par les pays africains indépendants au cours des derniers débats de l'Assemblée générale des Nations Unies. La situation angolaise exige des attitudes plus fermes et plus concrètes : une solidarité agissante dans tous les domaines et par tous les moyens pouvant hâter la conquête de l'indépendance de l'Angola et en même temps isoler définitivement le Portugal colonialiste de la scène internationale. Nous radicalisons le problème : Si Salazar est l'ennemi avoué des peuples africains, il importe que les gouvernements des pays frères se placent immédiatement à l'avant-garde de la campagne pour le soulèvement de la lutte de li-

Les journalistes africains se sont regroupés

L'UNION PANAFRICAINNE DES JOURNALISTES S'INTÈGRE RÉSOLUMENT DANS LA LUTTE DES PEUPLES OPPRIMÉS POUR LEUR LIBÉRATION

La première Conférence panafricaine des journalistes, qui s'est réunie à Bamako du 19 au 23 mai 1961, et d'où est issue l'Union panafricaine des journalistes, est la suite logique des efforts déployés par une poignée de journalistes africains, depuis la 1^{re} Rencontre internationale de Baden (19-22 octobre 1960)

C'est en effet au cours de cette rencontre que des journalistes représentants le Ghana, la Guinée, le Mali, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, Madagascar, le Zaïre et l'île Maurice, ont décidé la création d'un comité de coopération chargé de promouvoir le regroupement de tous les hommes de la presse écrite en Afrique. Ce groupement, nous le voulions dès le départ absolument indépendant de toute organisation internationale, mais ayant avec elle des rapports constants de collaboration et d'amitié, dans le but de contribuer à une meilleure connaissance entre les peuples, donc au raffermissement de la paix et au progrès dans le monde.

Le Congrès de Bamako a réuni, outre les membres du comité de coopération, les représentants de la R.A.U., de la Haute-Volta du Togo,

réaffirmant leur solidarité avec les peuples d'Asie et d'Amérique latine soumis comme ceux d'Afrique, à l'oppression étrangère. Les résolutions des Conférences des peuples africains, de la solidarité des peuples Afro-asiatiques, de la Centrale syndicale panafricaine qui vient d'être créée à Casablanca, sont leurs guides.

Dans l'accomplissement de leurs devoirs professionnels, ils s'engagent à être objectifs, honnêtes, soucieux de la vérité à inscrire aux principes du code d'honneur international élaboré par les Nations Unies pour la liberté de l'information.

La conférence souscrit à la politique de neutralisme positif et de non alignement.

Les relations entre l'Union panafricaine des journalistes et les autres organisations de journalistes sont fondées sur cette base.

Dans le domaine de l'éthique professionnelle, la Conférence a insisté sur l'adhésion de tous au principe de la liberté de l'information, à condition que cette information, écrite, parlée ou audio-visuelle, soit conforme à la mission que s'est assignée l'information en Afrique dans son processus de lutte révolution-

apporter à la cause du peuple angolais pour l'arrêt de cette guerre d'extermination et l'indépendance inconditionnelle de la nation angolaise.

D'ailleurs, les gestes et les signes évidents d'encouragement ne manquent pas aux patriotes angolais. Cette solidarité spontanée a d'ailleurs fait naître le désarroi chez le sénile dictateur de l'Estoril, qui a dû recevoir la visite consolatrice d'un de ses alliés occidentaux, visite dont il craint à juste titre qu'elle ne soit que de courtoisie et de pure forme.

Un nouveau tombeau vient de s'ouvrir sous les pas du colonialisme. Aussi bien à l'O.N.U. qu'ailleurs, la solidarité africaine ne saurait faillir.

KEN.

TOUT LE MONDE DEVRAIT
SERVIR LE PARTI ET
PERSONNE NE DEVRAIT SE
SERVIR DE LUI

Au bloc scolaire de Donka

LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE S'ADRESSE A 3.000 ÉLÈVES

M. Camara Damantang, ministre de l'Éducation nationale, entouré des membres de son cabinet, a sévèrement condamné, jeudi matin, certaines pratiques auxquelles se livrent les élèves : il s'agit en particulier de regroupements ethniques, séquestration d'un vieil esprit régionaliste, dont le P.D.G. a condamné l'esprit rétrograde et négatif.

Traitant ensuite de la discipline scolaire, absolument indispensable à un travail fécond, le ministre a rap-

porté le nord du pays à feu et à sang. Le gouvernement portugais fait face à l'insurrection populaire avec un effectif d'environ 60.000 soldats, à un rythme croissant de 1.000 mercenaires par semaine.

Le désarroi s'est emparé du dictateur moribond.

Un fait demeure cependant : le gouvernement portugais poursuit impudemment une guerre d'extermination, un **génocide organisé** qui a déjà fait, parmi les populations civiles 50.000 victimes. Il s'agit d'une guerre sans prisonniers. A chaque engagement, à chaque attaque effectuée par les nationalistes dans un village ou contre une plantation de colons, à tout acte de sabotage, les troupes coloniales portugaises répondent avec la cruauté que l'on connaît : ratissages, bombardements au napalm, destruction totale. Alors, que faut-il penser de cette déclaration du ministre portugais des Colonies, M. Adriano Moreira : « Nous faisons face dans cette province à une agression dont le but est clair : le génocide » ?

En fait, comme le dit justement Aimé Césaire : « L'Europe coloniale est comptable devant la communauté

nation

Nous comptons sur les décisions que le Conseil de Sécurité, sous l'orientation politique du groupe Afro-asiatique, pourrait prendre prochainement en notre faveur. Nous comptons sur l'application immédiate par tous les gouvernements africains de l'appel lancé par les mouvements nationalistes des colonies portugaises lors de notre Conférence de Casablanca : boycott économique et diplomatique du Portugal.

Nous sommes certains que la solidarité africaine n'y faillira point. Car, elle nous est nécessaire.

Billet du jour

Nous apprécions tous les plai-
santeries, à condition qu'elles
soient de bon goût.

Nul n'ignore le labeur écrasant
auquel notre corps de sapeurs-
pompiers doit faire face. Et quand
les sinistres plaisantins s'amusent
à lancer de fausses alertes et à
leur faire effectuer des déplacements
inutiles, on est en droit de
penser et de dire — avec juste
raison — qu'il y a des giffles et
des coups de pieds... qui se per-
dent.

Rappelons cependant à ces
irresponsables inconscients l'his-
toire de ce plaisantin qui criait
« loup » par goût de la mystifica-
tion. Nous ne leur souhaitons
pas de faire une pauvre expé-
rience à leurs dépens, le jour par
exemple où leur maison sera en
flammes ou qu'ils seront en péril
de noyade, et qu'un autre luron
aura, peu de temps auparavant,
aiguillé les sapeurs-pompiers sur
une fausse piste.

s'étaient fait excuser. D'autres, mal-
gré leur accord formel, n'ont pu par-
ticiper à nos assemblées pour des rai-
sons indépendantes de leur volonté.

Compte tenu du contexte dans
lequel elle évolue, la presse africaine
— qui est inséparable de ce qu'on
appelle la presse parlée ou filmée —
joue un rôle important — voire pri-
mordial — dans la vie des peuples
et des nations.

Nous savons tous les usages qu'il
peut être fait de l'information en gé-
néral, de la presse en particulier ;
elles constituent des moyens puis-
sants, utilisés soit pour répandre
l'obscurantisme et le mensonge, soit
pour éclairer, éduquer, instruire, dé-
fendre les causes justes, édifier dans
la vérité et le progrès. C'est cette
dernière voie qu'a décidée de suivre
la presse africaine.

Le développement de l'effort des
peuples et des États africains pour
arracher leur indépendance inconni-
tionnelle et totale ou pour le conso-
lider, et l'impérieuse nécessité d'ac-
célérer ce processus, posent des
problèmes importants et cruciaux à
la presse et à l'information en Afri-
que.

Cette Conférence panafricaine des
journalistes a donc posé les problè-
mes de son intégration effective dans
la lutte des peuples africains en par-
ticulier, et tous les peuples opprimés
du monde en général pour leur
indépendance ; ont aussi été posés
ceux de l'Unité de la presse et de
l'information africaine. Des solu-
tions ont été adoptées pour leur réa-
lisation. Nous allons en donner un
résumé.

La Conférence a proclamé que les
journalistes et tous les travailleurs
africains de l'information en gé-
néral, sont résolument engagés dans la
lutte contre le colonialisme, l'impe-
rialisme, le néo-colonialisme et pour
la paix.

Dans ce cadre, ils participent à
l'œuvre de construction nationale, à
la réalisation de l'Unité africaine et
à l'établissement des liens de soli-
dité entre tous les pays épris de
justice, de liberté et de progrès, et

Elle recommande — pour ce faire
— aux États d'adopter une conven-
tion unique définissant le statut du
journaliste africain et garantissant
les facilités de base pour son activi-
té. Citons entre autres — l'obten-
tion rapide des visas et du change
dans tous les pays africains, la
réduction sur les moyens de trans-
port pour le journaliste en déplace-
ment professionnel, l'autorisation
d'envoyer des télégrammes de presse
avec le système « collectif » et de
téléphone au P.C.V., la réduction
des tarifs des communications télé-
phoniques et télégraphiques de
presse, etc. Dans ce but la Confé-
rence recommande le développement
des relations téléphoniques et télé-
graphiques entre États africains.

La Conférence se devait, en outre,
en raison des différences de niveau
de développement de la presse et
des divers moyens d'information
dans nos États, d'insister sur l'es-
prit de solidarité, qui doit permettre
de limiter les aides extra-africaines.
C'est pourquoi elle a demandé,
d'une part que les pays africains
possédant des écoles de journalisme,
accordent aux pays qui n'en ont pas,
l'accès d'élèves dans ces établisse-
ments ; d'autre part, que les jour-
naux qui ont atteint un niveau
d'évolution appréciable mettent au
service des autres journalistes afri-
cains leurs expériences et les moyens
leur permettant d'accomplir des sta-
ges de perfectionnement.

● Suite page 3

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU P.D.G. a visité samedi après-midi les comités de Conakry I

Depuis cet après-midi, une délé-
gation de la direction nationale du
Parti conduite par le Président Sékou
Touré, secrétaire général du P.D.G.,
visite les comités de la section de
Conakry-I.

Après les comités de Boulbinet,
Sandervalia, cette visite prendra fin
au comité d'Almamya-III, où la délé-
gation du B. P. N. est attendue à
22 heures.